

Prof-bashing or not ?

Souvent, les déferlements médiatiques sont imprévus. Ils arrivent comme une grande marée au galop dans la Baie du Mont Saint-Michel et donnent l'illusion d'un phénomène volontairement déclenché par quelqu'un. Cela vient de se produire durant les deux premières périodes de déconfinement, à la suite de l'absence d'un nombre remarquable de professeurs : certes, des élèves sont perdus de vue, mais des enseignants aussi. Cela a valu des commentaires acerbes dans les grands médias nationaux et aucun ne manquait à l'appel : quotidiens, hebdomadaires, radios nationales et même, ultime reconnaissance, « L'œil du 20 heures » de France 2 le 9 juin. Depuis cela se poursuit. Remarquable exception : le texte de Sophie Audoubert le 18 juin sur le magazine en ligne *Slate*, où reprenant en détail la chronologie sur ces deux dernières semaines et citant des faits précis, elle s'élève posément (pas comme moi !) contre les « discours-poisons ». Suite à ce déferlement, les réactions syndicales ne se sont pas fait attendre, dénonçant la main d'un grand Satan qui aurait tout orchestré, comme si c'était possible. D'aucuns le croient logé rue de Grenelle à une adresse bien connue. Une telle tactique machiavélique a-t-elle jamais été employée avec succès ? Non, car « l'effet *boomerang* » serait bien plus considérable. Pourtant, des réactions quasi paranoïaques sont allées jusqu'à dénoncer un « *prof-bashing* » ! Cela mérite d'être examiné, même si tout ce qui est excessif est dérisoire, comme aimait à le dire René Thom !

Un cheminement sur plusieurs mois

Dès le mois de mars, dans l'un de mes premiers billets, j'avais noté que l'on pouvait observer un engagement remarquable d'une fraction des enseignants que je désignais sous le vocable « d'innovateurs engagés ». Ils étaient un peu noyés par un « ventre mou » plus important, constitué d'enseignants assurant loyalement une sorte de service *a minima* et ceci moins dans le primaire que dans le second degré. Enfin on notait la quasi-absence de quelques autres enseignants qui après, au mieux, une unique intervention en début de première semaine disparurent vite des radars. Leur absence était peu discernable car les équipes pédagogiques sont très hétérogènes et comprennent souvent une dizaine de membres, voire plus. Ce problème apparut tôt durant la phase de confinement. Aux professeurs absents dès les premiers jours ou presque, on peut ajouter ceux dont la présence symbolique s'avérait ultra minimale. Tout cela s'est produit sous l'œil de parents d'élèves médusés et d'enseignants actifs un peu réprobateurs, mais sans plus. Les parents d'élèves de certains établissements ont produit d'édifiants tableaux de bord du suivi du travail des enseignants. Sans doute, un jour, rendront-ils cela public. N'était-ce pas aux professeurs principaux et aux chefs

V₂

d'établissement de le faire ? Je trouve aussi les inspections bien muettes ! Il est probable que cette situation n'a fait qu'accentuer et rendre visible les différences qui existaient déjà au sein du corps enseignant avant la crise qui n'est qu'un révélateur.

Même si j'ai avancé des hypothèses au doigt mouillé, la question du nombre relatif des uns et des autres et les évolutions dans le temps reste entière. Un jour peut-être des chercheurs libérés d'approches idéologiques paralysantes nous éclaireront et je subodore que l'ampleur du phénomène sera patente, surtout dans les LP (on comprend pourquoi, notamment dans les LP industriels) et les lycées (là, c'est plus incompréhensible), un peu moins dans les collèges et très peu à l'école primaire. De plus, d'un établissement à un autre, les différences furent considérables. Si dans quelques-uns il y a un nombre élevé de professeurs disparus (le nombre le plus élevé que m'a rapporté un proviseur de LP en région parisienne était de 80% après plusieurs semaines), dans d'autres quasiment tout le monde était sur le pont pour affronter la tempête ; bravo à eux ! Et, bien sûr, se rencontrent tous les cas intermédiaires entre 0% et 80% de professeurs perdus de vue. J'ignore quelle est la moyenne.

Dans un autre billet, j'avais très tôt fait observer que « le roi est nu », puisque cela se passait sous les yeux de tous : des élèves, des cadres du système (trop muets), des enseignants (qui ne cherchaient pas, en tant que professionnels, à réguler leur milieu car ce n'est pas leur culture) et des parents d'élèves stupéfaits des attitudes très disparates des enseignants. Il était facile de deviner que les pratiques de ces derniers qui ne sont pas à l'honneur de la profession, auraient des conséquences ne serait-ce que sur son image déjà dégradée. Cela n'empêchait pas que chaque jour, *a contrario*, des parents d'élèves pouvaient également apprécier l'engagement d'un nombre non négligeable d'innovateurs engagés s'impliquant au-delà du raisonnable, sans pour autant compenser l'effet néfaste de leurs collègues aux oubliés absents. Ceci explique sans doute que dans un récent sondage 66% des parents d'élèves se déclaraient satisfaits de la qualité des interventions à distance des enseignants, administrant ainsi un véritable camouflet pour les statuologues.

Plusieurs journalistes de médias nationaux m'avaient téléphoné en mars pour en savoir plus et réfléchir à la façon, pour eux, d'aborder le sujet. Ils préférèrent le laisser aux réseaux sociaux, attendant la suite qui finit par leur fournir des éléments plus tangibles. Jusqu'à la fin du confinement cette question des professeurs perdus de vue ne fut vraiment évoquée que sur des sites. Il faut dire que les statuologues avaient décrété que l'enseignement à distance n'était pas de l'enseignement (propos indigne, insupportable à entendre pour des parents d'élèves et beaucoup d'enseignants !) et qu'il suffisait d'attendre le retour de « l'école d'avant » qui ne saurait tarder, croyaient-ils alors avec une grande naïveté.

Rien ne s'est passé comme les statuologues l'espéraient, la prospective n'est pas leur fort. Le confinement a duré plus longtemps que ce qu'ils avaient imaginé et le déconfinement, avec déjà deux actes et un troisième qui commence le 22 juin, s'avère très long et surtout infiniment plus complexe que ne le fut le confinement. Dans cette nouvelle phase, les journalistes firent leur travail, alertés par des parents d'élèves ulcérés et souvent

même très énervés par ce qui se passait. La majorité des journalistes sont parents ou grands-parents d'élèves ; ils ont aussi des neveux et nièces, des voisins. Les enfants de leurs amis les alertent et ils visitaient et visitent encore les divers sites avec assiduité, c'est ainsi qu'ils travaillent aujourd'hui (ils ne sont pas sociologues)¹. Depuis mars, l'école n'était plus à l'école, elle était hors de l'école. Deux mois plus tard, commença, en partie seulement, un retour des élèves à l'école, pour une minorité (moins de 25%). Les journalistes se sont emparés du sujet des professeurs perdus de vue et se mirent à en parler en des termes, hélas, peu à leur gloire. L'un des médias le moins féroce le résuma par la formule : « l'engagement disparate des professeurs », un bel euphémisme ! Sans vouloir en rajouter, mais avec mon esprit *mocking bird*, je ne peux m'empêcher de discerner dans ce phénomène quelques liens avec ce que je nomme la culture vacancière du milieu pédagogique français. L'absence des enseignants dans la phase de déconfinement était plus visible que dans la première car physique ; mais, en fait, ce n'était qu'une autre facette d'un même phénomène et les journalistes qui le comprirent sont revenus en arrière, sur ce qui s'était passé pendant le confinement, ils n'avaient pas oublié.

Les parents d'élèves étaient aussi ulcérés par l'attitude vis-à-vis des notes et des évaluations neutralisées par la technocratie à la demande des syndicats et de certains cadres intermédiaires (à bon escient pensent certains) concernant les examens, le Bac notamment, niant ainsi le travail fait par les enseignants engagés, les élèves et leurs parents. Bravo ! Vouloir que cette année scolaire soit tout simplement passée par pertes et profits, témoigne de la part des statuologues d'un manque de respect envers tous ceux qui ont travaillé et l'École elle-même. Il y avait sûrement mieux à faire. Fera-t-on cela à répétition s'il faut procéder à d'autres confinements locaux ou nationaux ?

Vous avez dit *bashing* ?

On arrive ainsi à une situation totalement paradoxale : alors que nombre d'enseignants sont très appréciés, notamment les innovateurs engagés lorsqu'ils arrivent à s'extraire de la pression castratrice des statuologues staliniens, la corporation a construit une image détestable. Elle a donc gagné puisqu'elle fait tout pour cela, dirait toujours le *mocking bird* ! Il est improbable que l'on voit bientôt une manifestation sur le mot d'ordre : « nos impôts pour les salaires des profs ! », ou alors elle ne sera composée que d'enseignants. Les différentes corporations ne ressortent pas dans le même état de cette crise qui, en quelque sorte, a affiché la vérité des prix. Pour toutes, le bilan reste à faire.

Peu importe les chiffres précis qui circulent actuellement, certainement sous évalués et de beaucoup. Début juin un média avait fait du bruit en évoquant que 8 à 10% des enseignants étaient perdus de vue. Très vite, le ministre interpellé avait dit que le chiffre ne devait pas

¹ Cf. Sophie Audoubert, *Opus cit.*

V₂

dépasser 5% et que tout dépend ce que l'on prend en compte. Admettons le provisoirement, mais en remarquant que 45 000 emplois ce n'est pas rien : plus de deux fois le nombre des postes d'enseignants mis aux concours chaque année. Ce chiffre habilement contesté n'est en fait qu'un arbre planté pour dissimuler la forêt. Des chefs d'établissements et des DASEN dans des échanges privés (un jour il faudra revenir sur leur rôle un peu « coincé » dans cette période), me disent que la réalité est d'une toute autre ampleur, surtout dans certains départements, et qu'elle finira par éclater. Des parents d'élèves s'y emploient. En attendant, est-il utile d'apporter ainsi de l'eau au moulin de ceux qui prétendent que le système éducatif français marcherait aussi bien avec 50 000 enseignants en moins si tous faisaient leur travail, comme on le voit dans des programmes politiques ou des documents produits par certains *think tank* dont on devine la couleur politique ?

Même si ce n'est pas drôle en soi, les syndicats viennent de me donner deux raisons de m'amuser et j'aime cela je le reconnais. D'une part ils expliquent la non-présence d'enseignants en classe en raison de leur fragilité attestée par des certificats médicaux donnés sans retenue pendant cette période selon l'un de mes amis médecin, mais j'en conviens, ce n'est qu'un avis parmi d'autres. Le nombre concerné porte à croire que cette profession est largement plus touchée que les autres, cela mérite d'être connu et documenté. Je ne me moquerai donc pas plus à ce sujet ! D'autre part, ceux qui pendant les deux mois du confinement n'ont eu de cesse de dire qu'à distance ce n'est pas de l'enseignement (ils aimeraient bien aujourd'hui que l'on oublie leurs propos d'hier) expliquent, mais sans doute est-ce de l'humour de leur part (c'est bien connu, ils en débordent !) qu'il faut bien qu'un nombre suffisant de professeurs (40% en mai, ce n'est pas à la marge !) enseignent à distance pour les élèves qui ne sont pas revenus en classe, tandis que d'autres s'impliquent très fortement, parfois au-delà du raisonnable, en assurant en partie de l'enseignement en présentiel et en partie à distance. L'acte 3 du déconfinement qui commence le 22 juin va montrer s'il est vrai ou pas que certains professeurs ont dépassé les bornes ; la question mérite d'être posée. De plus, cela mettra fin à la terrible interrogation existentielle : que doit faire à distance un professeur quand il est seulement à mi-temps ? C'est terrible : les statuts sont muets sur ce point et certains en sont paralysés. Vite, vite, une circulaire ! Et il y a beaucoup d'autres cas particuliers tout aussi paralysants. Je ne serai pas cruel au point d'ajouter un troisième élément que je trouve lui aussi amusant (mais ce n'est pas le cas de tout le monde). Il concerne une interpellation du ministre par une intersyndicale lors d'un Conseil scientifique de l'éducation le 11 juin, lui demandant son aide pour mettre fin au déferlement médiatique ! N'est-ce pas mignon de la part de professionnels ?

Il est important de dire que si notre ministère et sa lourde technocratie est de tradition injonctif et normatif, pour l'enseignement à distance il n'y eut rien de tel et les enseignants comme les cadres intermédiaires ont été laissés totalement à eux-mêmes ; c'était un peu le chacun pour soi. Cela m'avait fait dire dans l'un de mes précédents billets que par leur action courageuse, les enseignants, en fait une large majorité d'entre eux, avaient évité l'effondrement du système éducatif, pendant que d'autres s'employaient à tout autre chose. Notons aussi que les parents n'ont pas immédiatement compris l'importance et la difficulté de

la mission nouvelle qui venait de leur être assignée, mais dans l'ensemble ils l'ont bien assurée à la hauteur de leurs possibilités.

Aujourd'hui, savoir s'il s'agit ou pas de « *prof-bashing* » n'a pas un grand intérêt, sauf s'il s'agit de chercher par tous les moyens à dédouaner ceux, même peu nombreux, qui étaient payés pour enseigner et qui s'en sont dispensés. Quand le ministre affirme qu'à partir du 22 juin l'école sera à nouveau obligatoire pour les élèves (sauf les lycéens) alors qu'aucune loi ne dit rien de tel, c'est clairement un message qu'il envoie aux enseignants pour qu'ils reviennent en classe, au moins pour amorcer des bilans pédagogiques et préparer la rentrée de septembre. Le message s'adresse aussi aux collectivités locales récalcitrantes pour qu'elles ouvrent leurs écoles. Nous verrons la semaine prochaine quel sera le nombre des élèves et des enseignants présents.

La question que devrait se poser la corporation enseignante c'est de savoir comment elle en est arrivée là, à ce délitement qu'elle ne cherche pas à réguler. Si pour une fois elle s'interrogeait sur elle et se remettait collectivement en question, un gros progrès serait fait. Tout le monde en convient, le système éducatif n'était pas prêt à ce soudain confinement et à ce total basculement vers de l'enseignement à distance ; certes, des outils existaient, CNED et ENT, mais ils avaient été conçus en temps calme pour du temps calme et, pour des raisons culturelles, ils étaient jusque-là relativement peu utilisés par les pédagogues. Personne n'était prêt à la tempête. La faute à qui ? À tous, sans exception, du terrain au ministère elle est partagée à tous les échelons, c'est clair !

Un grand moment d'apprentissages

La crise du Covid 19, avec son abrupt confinement et ses trois actes de déconfinement peut être considérée comme un temps potentiellement disruptif, mais aussi comme un moment qui accentue les écarts au sein des groupes professionnels. La conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire en Suisse la considère même comme « une cure de jouvence » ! Bruno Cassette² pense que la crise est « un accélérateur d'innovations qu'il faut faire perdurer ». C'est une façon de dire qu'elle poussait à des apprentissages individuels et collectifs. En raison des *feed-back* positifs que les innovateurs engagés recevaient des élèves et de leurs parents, parfois de collègues, ils sont désormais sans doute plus nombreux et encore plus engagés ; mais les inertes du ventre mou sont plus inertes, je le crains (phénomène d'usure disent certains qui se déclarent fatigués), et les peu présents du tout début sont devenus de vrais absents, essentiellement dans le second degré. Ce problème devrait être au centre des préoccupations des cadres intermédiaires. Dans le primaire, la non-présence d'un enseignant est plus difficile : elle n'a aucune chance de passer inaperçue, elle reste donc peu répendue. Mais dans le second degré, rien de tel et après cette longue période, il sera difficile

² DGS de la Métropole européenne de Lille.

de reconstruire une culture professionnelle commune au sein des établissements scolaires où les nécessaires retours d'expériences vont générer des tensions entre les acteurs.

La crise aura-t-elle déclenché un choc concernant des usages du numérique par les utilisateurs qui étaient les moins habiles avant la crise ? En particulier vis-à-vis des outils officiels et de tous les autres souvent plus conviviaux ? Oui, sans doute. Mais il est aussi à craindre que les premières semaines de balbutiements en mars aient laissé une mauvaise image aux parents souvent familiers du numérique dans leur travail et leur vie privée bien avant la crise. Le développement massif du télétravail a accentué cela. La situation a donc été de fait une prodigieuse source d'apprentissages pour beaucoup d'enseignants, de parents... et sans doute aussi, je l'espère, pour des élèves. Les enseignants ont ainsi connu un véritable développement professionnel, en toute autonomie, mais pratiquement sans accompagnement.

Après l'acte 3 du déconfinement, la rentrée scolaire

Pour l'enseignement secondaire, le déconfinement s'est avéré être une fausse reprise enchaînant de multiples ordres et contre-ordres, semant la panique au niveau des équipes et épuisant tout le monde. La prochaine rentrée scolaire mérite une toute autre préparation, c'est clair ! Le déconfinement et ses trois actes en seulement quelques semaines - un rythme totalement étranger à l'Éducation nationale où la lenteur est culturellement de rigueur -, aura été une extraordinaire aventure. Avec l'acte 3 du déconfinement qui commence ce 22 juin, viendra la très difficile préparation de la rentrée de septembre. Combien connaîtra-t-elle de phases ? Combien de *scenarii* seront à mettre en œuvre ? Tout se réduit-il à des règles sanitaires nécessairement évolutives ? C'est cela l'école et son projet ? Des enseignants déclarent : rien ne presse ; pour préparer, attendons la rentrée de septembre. Ils suggèrent donc de prendre pour cela du temps sur celui dû aux élèves. Est-ce professionnel ? Je n'ai pas entendu les organisations syndicales réclamer de faire une prérentrée extraordinaire à partir du 20 août, comme si elles acceptaient de sacrifier le temps des élèves. ? Est-ce moral ?

Contrairement aux propos affligeants avancés par d'aucuns pour justifier la reprise depuis mai, l'école n'est pas une simple garderie d'enfants. Ce n'est pas son seul but. Il ne suffit pas d'occuper les élèves et de leur permettre, en les maintenant à distance respectable les uns des autres, d'avoir entre eux quelques échanges. Cela peut se faire aussi bien par Internet ! La socialisation ne se réduit pas à cela, d'autant plus que, malgré certaines idées reçues, des activités de groupes peuvent se faire à distance entre des personnes séparées les unes des autres parfois de milliers de kilomètres ! Seuls en doutent ceux qui n'en ont jamais fait l'expérience et quelques idéologues forcenés. Ne fait-on pas de la musique symphonique à distance ? Le discours tenu pour justifier le seul présentiel et la forme scolaire ancienne est conceptuellement faible et frise l'escroquerie intellectuelle.

C'est donc une plus grande aventure encore qui s'annonce pour la rentrée de septembre. Il faudra faire la part entre l'enseignement en présentiel et à distance, en étant sous

V₂

la menace permanente de possibles répliques de la Covid 19 nécessitant des confinements soit à une échelle très locale (établissement, quartier...) soit beaucoup plus conséquente (commune ou département par exemple). De plus, les parents d'élèves voudront participer à la réflexion sur l'action éducative proposée à leurs enfants. Bien davantage que par le passé, ils ont désormais une toute autre vue de l'enseignement et du rôle des uns et des autres. Enfin les collectivités locales qui sont de plus en plus sollicitées, par exemple pour les ENT et le 2S2C³, voudront avoir droit au chapitre. Il serait temps que de vrais partenariats fonctionnent, que des alliances dignes de ce nom s'établissent au bénéfice des élèves. On pourrait presque dire que dans notre monde contemporain l'école va devenir plus normale car enfin en phase avec la société. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Afin de préparer cela au mieux et d'accompagner des évolutions qui se feront sur des mois et des mois, il serait bon dès à présent de regrouper et capitaliser toutes les pépites dues à l'action des innovateurs engagés. Des revues comme les *Cahiers pédagogiques* et *Éducation et Devenir*, très sensibles à l'innovation, me sembleraient des réceptacles bien adaptés pour cela. Sans doute aussi *Administration et éducation*, la revue de l'AFAE. Il en va de même du site de la *Mission laïque française* très ouverte à l'innovation, ainsi que l'enseignement agricole également novateur et sans doute d'autres sites, y compris de syndicats réformateurs (non, non ! Ce n'est pas un oxymore !). Dans les rectorats, les Cardies peuvent aussi contribuer à cela. Et, pourquoi pas, Canopé ? Enfin, cela pourrait alimenter les colloques et états généraux de toutes sortes qui vont se tenir tout au long de la prochaine année scolaire, que ces événements soient organisés par les pouvoirs publics, des établissements de formation comme les INSP (je rêve sans doute ?), des laboratoires de recherche ou des *think tank*.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

21 juin 2020

³ Il est encore trop tôt pour en apprécier vraiment le but et l'intérêt.